

Un plan de relance unijambiste

Nicolas Sarkozy dans les mesures proposées fait l'impasse sur le pouvoir d'achat et l'emploi, à tort

La présidence française de l'Union européenne risque de s'achever sur un échec : l'absence de consensus européen sur le contenu des plans de relance nationaux et l'absence d'un vrai et puissant plan de relance au niveau communautaire. L'incapacité de la droite européenne à parler d'une même voix sur la crise financière et ses conséquences, ainsi que sur les moyens d'en sortir, est flagrant et préoccupant, alors même que la Commission européenne préconise de relancer l'activité par un soutien de la demande.

A l'inverse, les trente et un partis socialistes et sociaux-démocrates européens réunis à Madrid se sont mis d'accord sur un *"plan de relance (ayant) une forte dimension sociale centrée sur les gens disposant des plus faibles revenus, comprenant par exemple un renforcement des dispositifs d'allocations-chômage, des baisses ciblées d'impôts pour soutenir le pouvoir d'achat, des dispositifs permettant l'accès aux biens de première nécessité, notamment l'énergie, des actions visant à rendre les loyers moins lourds, des soutiens aux retraités, ainsi que des politiques actives de l'emploi"*.

Dans ces conditions, le plan français - limité à l'investissement - fait figure de mouton noir. En faisant l'impasse sur le pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy ne fait pas qu'oublier une promesse de campagne et poursuivre une politique injuste. Il se trompe sur les moyens de sortir de la crise comme sur les raisons de la récession. Car les causes de la crise des subprimes ne sont pas seulement dans la dérégulation, elles sont aussi dans la stagnation salariale, qui a conduit les plus modestes à recourir au crédit de façon excessive.

La France était en crise avant que la crise financière n'éclate. Ses comptes publics sont les seuls à s'être dégradés en 2007. Le pouvoir d'achat du revenu disponible recule depuis janvier, provoquant la baisse de la consommation, qui a entraîné celle de l'emploi et de l'investissement dès le second trimestre. Bref, un mécanisme récessif typiquement "keynésien", accentué en France par le fait que le pouvoir d'achat ait été le grand oublié de la politique économique des dix-huit derniers mois.

Bien sûr, l'investissement est nécessaire, et l'on peut se réjouir que Nicolas Sarkozy ait promis de faire demain en faveur de l'investissement le contraire de ce qui a été fait hier. Mais l'enjeu, aujourd'hui, c'est de relancer immédiatement l'activité, et donc de soutenir le pouvoir d'achat et la consommation du plus grand nombre.

Didier Migaud

Président PS de la commission des finances de l'Assemblée

Pierre-Alain Muet

Député PS du Rhône, ancien président délégué du Conseil d'analyse économique

C'est ce que font de façon massive nos partenaires au Royaume-Uni ou en Espagne notamment. Le gouvernement, lui, se contente de 760 millions versés aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), soit moins de 3 % des sommes consacrées au soutien du pouvoir d'achat dans le plan. Après la "balladurette" et la "juppette", dont les effets pervers sont avérés, qui peut croire que la "sarkozette" va sortir la France d'une crise dont l'ampleur est sans précédent ?

Et que dire de l'exonération des heures supplémentaires ? Car, même si le paquet fiscal n'est pas inclus dans le plan - à juste titre, car il n'a aucun effet positif sur l'activité -, il coûtera tout de même 10 milliards en 2009, dont la moitié pour exonérer les heures supplémentaires !

Jamais, dans aucun pays, une mesure aussi saugrenue, dont l'Insee montre qu'elle détruirait des milliers d'emplois, n'a été prise et surtout maintenue dans une situation où l'emploi s'effondre. C'est probablement un cas unique dans l'histoire des politiques économiques où un gouvernement dépense massivement de l'argent pour détruire des emplois. Non seulement ce plan de relance présente comme nouvelles des mesures recyclées et/ou déjà budgétées, mais beaucoup des mesures véritablement nouvelles ne font que revenir sur des mesures déjà votées dans le budget pour 2009.

Le plan prévoit 240 millions d'euros en faveur de la construction de logement social. Mais cette somme ne compense même pas la baisse de 337 millions d'euros votée en loi de finances pour 2009 ! Ce raisonnement peut aussi s'appliquer aux emplois aidés. De même, la seule mesure concernant le pouvoir d'achat - 200 euros versés en avril 2009 aux titulaires du RSA pour un coût de 760 millions d'euros - ne fait que corriger la diminution de la prime pour l'emploi résultant de la non-indexation de celle-ci sur l'inflation ; votée dans la loi de finances pour 2009 à hauteur de 400 millions, pour financer, justement, une partie du RSA !

Si l'effort d'investissement est limité et corrige les erreurs récentes, on se réjouit que

l'investissement public ne soit plus, aux yeux de la majorité, la variable d'ajustement à la baisse de la dépense publique. Mais les collectivités locales, responsables de 73 % de l'investissement public, auront-elles effectivement les moyens d'y contribuer ? Desserrer la seule contrainte de financement de l'Etat tout en continuant d'étouffer financièrement les collectivités n'aurait aucun sens.

Au total, ce plan est donc unijambiste : faible sur l'investissement, inexistant sur le pouvoir d'achat. Pour se justifier, Nicolas Sarkozy prétend qu'une relance de la consommation serait plus préjudiciable au commerce extérieur qu'un soutien à l'investissement. C'est inexact : les biens d'équipement sont proportionnellement plus importés que les biens de consommation. Un autre plan est possible, conforme aux orientations préconisées par la Commission européenne et au document adopté à Madrid par les socialistes européens. Ce plan, Martine Aubry l'a annoncé jeudi 4 décembre.

L'urgence, c'est de redonner immédiatement et massivement du pouvoir d'achat en procédant à un doublement exceptionnel dès cette année de la prime pour l'emploi, comme ce fut le cas en 2001 après les attentats du 11-Septembre. La baisse temporaire de la TVA, une revalorisation des allocations-logement et la mise en place obligatoire du chèque transport, afin de diminuer le coût des biens et services de base pour les Français seraient également utiles. Au-delà, la revalorisation des pensions et du minimum vieillesse et surtout des salaires, en commençant par le smic, est fondamentale pour briser le cercle vicieux de la stagnation des salaires et de la progression de l'endettement chez les plus modestes.

Enfin, des politiques actives de l'emploi doivent être réactivées et les conditions d'indemnisation des chômeurs améliorées. L'impact sur les finances publiques de ces mesures ne serait pas plus fort que celui de toutes les mesures qui sont engagées, mais ces mesures seraient beaucoup plus justes et plus efficaces. Les élections européennes seront l'occasion pour les citoyens européens de se mobiliser pour les obtenir.